



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Inégalités à l'école : un combat récurrent du SNUipp-FSU, un combat quotidien des enseignants !**

Le rapport du CNESECO paru le 27 septembre dresse des constats accablants pour le système éducatif français. Pour le SNUipp-FSU qui milite depuis de nombreuses années pour que l'école combatte les inégalités, ce rapport conforte l'exigence d'un investissement conséquent et durable à l'image des autres pays européens (ce que dit aussi le dernier rapport de l'OCDE ou celui de France Stratégie.) Oui, il faut scolariser tous les élèves de moins de 3 ans dans les zones défavorisées, y alléger significativement les effectifs des classes, augmenter *le plus de maîtres*, développer les RASED, permettre aux enseignants de mieux se former et de mieux travailler ensemble et mettre en œuvre une vraie politique de mixité sociale.

Le rapport pointe aussi l'insuffisance des politiques de prévention et l'empilement de réformes qui déstabilisent l'école. C'est notamment le cas dans les réseaux d'éducation prioritaires, qui ont particulièrement besoin de constance et de sérénité pour travailler.

Car l'éducation prioritaire est pointée du doigt : sans moyen à hauteur des besoins, elle ne se révèle pas suffisamment efficace. Faut-il pour autant tirer un trait sur ce dispositif ? Le SNUipp-FSU répond par la négative et réaffirme son ambition d'une école plus juste, au service de la réussite de tous. Il estime, entre autres, que l'impact des dispositifs prévus par la dernière réforme de l'éducation prioritaire mériterait d'être évalué sur un temps plus long.

Le SNUipp-FSU, lui, a enquêté auprès des enseignants en REP et REP+ en juin 2016 sur l'allègement du temps de service et sur la mise en place des « plus de maîtres ». Lorsqu'ils sont mis en œuvre comme les textes le prévoient, les dispositifs ont été jugés majoritairement satisfaisants, car ils permettent le travail en équipe, la réflexion autour des pratiques pédagogiques et un encadrement renforcé des élèves. Mais il y a encore des obstacles : le manque de temps, les formations insatisfaisantes, le manque de confiance de l'administration et surtout le manque de remplaçants dans certains départements qui n'a pas permis l'allègement de service. C'est dans la constance, la confiance et le renforcement de ces dispositifs qu'on pourra évaluer dans la durée leurs effets sur les apprentissages et sur les inégalités.

Quoi qu'il en soit et pour le syndicat, on ne doit pas dévaloriser et décourager les équipes enseignantes qui s'engagent au quotidien dans les conditions difficiles de l'éducation prioritaire. Ils n'ont pas à porter le chapeau d'une politique de la ville et du logement erratique, qui n'a rien fait pour éviter la constitution de zones de ségrégation.

C'est pourquoi le SNUipp-FSU affirme que c'est l'ensemble du système scolaire, dont l'éducation prioritaire, qui doit bénéficier d'investissements conséquents. L'école ne peut pas tout mais si on ne lui en donne pas les moyens, elle peut encore moins !

**Paris, le 29 septembre 2016**